

D 1124 CHILI: L'ARMÉE DERRIÈRE PINOCHET

Le régime du général Pinochet résiste à toutes les tentatives de l'opposition pour le faire tomber (cf. DIAL D 1050 et 1121). Cela tient en partie au monolithisme de fait du bloc militaire, objet depuis 1973 des attentions prioritaires du chef suprême des armées qu'est le général président de la République. Le facteur militaire est déterminant dans la situation politique chilienne d'aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle toute réflexion sur l'évolution du Chili à court et à moyen terme passe par l'examen du rôle des forces armées dans la nation (cf. DIAL D 785). Nous donnons ci-après une analyse des milieux militaires chiliens parue dans la revue péruvienne "Noticias Aliadas" du 20 février 1986, sous la signature de Tim Frasca d'origine nord-américaine et travaillant à Santiago.

Note DIAL

LA TRADITION MILITAIRE PRUSSIENNE EST LE SUPPORT IDÉOLOGIQUE DU GOUVERNEMENT DE PINOCHET

par Tim Frasca

Dans plusieurs pays latino-américains les régimes militaires ont laissé la place à des gouvernements civils. Mais la dictature du général Augusto Pinochet est toujours en place en dépit de son échec économique, de la pression internationale et d'une vague d'opposition intérieure chaque jour plus affirmée.

Pour une grande part l'explication de la permanence de Pinochet se trouve dans la nature et dans l'histoire des forces armées chiliennes, qui sont parmi les plus importantes d'Amérique latine au regard de la modeste population de douze millions d'habitants.

Une armée d'invasion jamais vaincue

"Une intervention militaire au Chili en vaut dix dans d'autres nations", a observé le sociologue français Alain Joxe dans une étude d'avant 1970. Aucune armée voisine n'a pu vaincre le Chili. Au contraire le pays a été victorieux, avec l'aide de l'Empire britannique, dans les guerres du siècle dernier contre la Confédération du Pérou et de la Bolivie, et a annexé de grands territoires économiquement importants de ces deux pays. Dans le quasi état de guerre qui a accompagné en 1978 la querelle territoriale avec l'Argentine, le Chili a été considéré comme un adversaire militairement comparable à son rival plus important et plus riche.

Traditionnellement, les forces armées chiliennes ont été vues comme techniquement capables, rigidement hiérarchisées et - jusqu'au coup d'Etat de 1973 - fidèlement subordonnées aux autorités civiles. Pendant le gouvernement d'Unité populaire (1970-1973) l'idée d'un coup d'Etat militaire était reçue avec un scepticisme général jusque dans les derniers mois chaotiques de Salvador Allende.

Korner, kaiser des forces armées

Une figure clé dans l'histoire des forces armées chiliennes a été Emil Korner, un général allemand contracté sous la présidence de José Manuel Balmaceda (1886-

1891) pour moderniser l'armée chilienne. Korner a trahi le président dans la guerre civile de 1891 en s'alignant sur les troupes rebelles qui s'opposaient à la nationalisation des gisements de nitrate de sodium situés dans le nord du pays et pris au Pérou et à la Bolivie durant la guerre de 1879. Ce minerai était indispensable à la fabrication de la poudre d'artillerie et d'armes en tous genres, en raison de quoi la région avait une grande valeur stratégique pour les compatriotes de Korner et les nations européennes.

Après le soulèvement, Korner a entrepris de "prussianniser" les forces armées du Chili. Le conseiller allemand a fait venir des dizaines d'officiers compatriotes pour servir d'instructeurs et de chefs d'unités. Une académie militaire a été fondée sur le modèle germanique et l'administration militaire organisée. La doctrine prussienne enseignée avec la science militaire reposait sur des principes clairs: verticalité absolue du commandement (les ordres viennent toujours d'en haut et il n'y a pas d'instances délibératives), responsabilité ascendante (le commandement est toujours responsable des erreurs, et non l'échelon subalterne) et subordination (les ordres sont respectés sans hésitations ni murmures). Cette idéologie autocratique était propre à la culture particulière de la Prusse, royaume allemand qui a conservé son identité germanique grâce à sa force militaire contre toutes les armées d'occupation ayant transité en Europe pendant des siècles. Cette idéologie et cette technique militaires ont joué un rôle important dans l'armée allemande de la Première guerre mondiale et ont constitué une des bases de ce tragique mélange idéologique qu'a été le totalitarisme nazi.

Les efforts du Prussien Korner ont été couronnés de succès et ont fait le prestige des Germano-Chiliens tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des forces armées. Aujourd'hui encore, deux des quatre membres de la junta militaire parlent couramment l'allemand.

Le Chili n'est pas la Prusse

Le programme de professionnalisation de Korner a engendré un fort esprit de corps(1) et a amélioré la capacité technique en créant une mystique institutionnelle jusqu'alors faible ou inexistante. Les qualifications professionnelles de l'armée et ses perspectives se sont mises à avoir beaucoup de points communs avec celles des nations industrialisées du nord de l'Europe.

Mais le Chili n'était pas un Etat européen. Ses structures politiques et son économie n'étaient pas proportionnées au développement de ses forces armées. Dans les premières décennies du siècle, les hommes politiques faibles étaient sous le contrôle de l'oligarchie. Pendant ce temps-là, le corps des officiers a été porté à se considérer comme l'élément modernisateur représentant les classes sociales basses et moyennes exclues du pouvoir. Les forces armées chiliennes avaient dépassé le pays dans l'ordre du développement, devenant ainsi "un Etat dans l'Etat". Dans les années 1920-1930 les militaires sont intervenus à plusieurs reprises dans la vie politique du pays. En dix-huit mois, par exemple, il y avait eu onze gouvernements (l'un d'eux - constitué le 4 juin 1932 - a été le premier gouvernement ouvrier et paysan d'Amérique: la République socialiste du général Marmaduke Grove, qui a duré deux semaines). Les régimes militaires ont généralement fini dans le discrédit total et les troupes sont retournées dans leurs casernes pour une quarantaine d'années.

La sécurité nationale entre en scène

Ce retrait a conduit les forces armées à tomber sous l'influence des Etats-Unis. Entre 1950 et 1965 le gouvernement nord-américain a dépensé 66 millions de dollars pour l'entraînement des officiers chiliens. Au début des années 60, les forces armées avaient redéfini leur rôle et ont commencé à se considérer, en termes de guerre froide, plus comme les gardiens de la sécurité nationale que comme le simple bras armé de la défense nationale.

[1] En français dans le texte (NdT).

Militaires contre civils

Avec l'arrivée du gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei (1964-1970), les conditions ont mûri pour une polarisation grandissante entre théories civiles et théories militaires sur le développement national, polarisation qui a atteint un degré supérieur en raison de la tendance des militaires à identifier intérêts corporatifs et bien-être national. Les démissions massives d'élèves-officiers, qui se sont produites en 1968 à cause du bas niveau des soldes militaires, ont constitué le premier acte ouvert d'insubordination face à la hiérarchie; mais la cible réelle du mouvement était à l'évidence les autorités civiles qui contrôlaient les ressorts du pouvoir.

Jusqu'à la fin du gouvernement Frei il y a eu divers soulèvements de casernes; et bien que les conspirateurs aient été mis à la retraite d'office, la punition d'actes qualifiés de trahison a été exercée avec des gants de soie.

Les désordres et les manques de discipline ont augmenté sous le gouvernement de Salvador Allende, en dépit des promesses et des actes du gouvernement dans le sens de l'amélioration des salaires, et de ses promesses d'en référer toujours au haut commandement pour ce qui était des problèmes internes aux forces armées. Les gouvernements Frei et Allende ont tous deux succombé à la tentation de recourir aux forces armées dans les moments critiques, en renforçant ainsi le sentiment des militaires qu'ils étaient les garants politiques et moraux de la nation.

Le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, bien qu'en violation directe de la Constitution, n'a techniquement pas été le résultat d'une insubordination au sein des forces armées. Par contre, les mouvements militaires de juin de la même année ont été l'expression d'une insubordination ouverte contre le général Pratts, chef constitutionnaliste et loyal à Allende finalement révoqué. Son remplaçant, le général Augusto Pinochet, a aussitôt été mis au courant de l'état avancé des plans de soulèvement dont il a accepté de prendre la tête.

Une structure militaire totalitaire

Une fois au pouvoir, Pinochet a rapidement manœuvré pour s'assurer le contrôle vertical des quatre branches des forces armées - l'armée de terre, l'armée de mer, l'armée de l'air et les carabiniers. Les "tableaux d'avancement" présidant aux promotions et aux retraites ont été temporairement interrompus et plus tard supprimés. En échange, le commandement en chef de chaque arme a pris le contrôle dictatorial des avancements, après suppression de l'insistance d'appel interarmes (qui arbitrait les conflits liés à l'avancement) à laquelle participaient des civils. Les critères de mise à la retraite pour le haut commandement (la junte actuelle) ont été suspendus, en donnant ainsi à ses membres un mandat à vie de fait.

Pinochet a pris des mesures semblables pour assurer l'hégémonie de l'armée de terre sur les autres armes et pour consolider sa position dans la junte. La rotation de la présidence de la junte a été proposée mais jamais mise en oeuvre. La police secrète, bien que composée de membres des quatre armes, est en fait à charge de l'armée de terre depuis sa création en 1974. En fin 1974, la fiction d'une junte gouvernant collégialement a disparu avec la désignation de Pinochet comme président de la République. Parmi les dictatures modernes d'Amérique latine, seules celles de Stroessner au Paraguay et celle de Pinochet au Chili combinent le rôle de chef suprême des armées et celui de chef de l'Etat.

La sécurité aux frontières

Récemment Pinochet n'a guère eu de problèmes pour obtenir le soutien unanime de la junte sur le traité des frontières signé en 1984 avec l'Argentine (2), sous médiation papale, malgré l'opposition connue du commandant en chef de l'armée de mer, l'amiral José Toribio Merino. C'est précisément pour sortir du conflit sur le chenal de Beagle que Pinochet a mis à profit la défaite de l'Argentine aux Malouines (3).

[2] Cf. DIAL D 998 [NdT].

[3] Cf. DIAL D 777 et 813 [NdT].

A l'époque le dictateur n'a pas hésité à soutenir en sous-main la position de l'agresseur britannique (en se déclarant "neutre" dans le conflit) pour affaiblir son rival géographique et politique. Pour certains observateurs, la politique de Pinochet s'est soldée par une garantie sur les frontières en conflit avec les nations voisines, y compris le Pérou et la Bolivie, ce qui lui permet de renforcer son autorité sur les forces armées.

L'énorme concentration de pouvoir entre les mains de Pinochet et la destruction du système de balances et de contrepoids dans les tableaux d'avancement pour les forces armées ont eu pour résultat, selon certains observateurs, de politiser la carrière militaire. S'il est certain que la majorité des officiers ont été isolés du pouvoir gouvernemental, tous savent que leur carrière dépend de leur ascendant auprès de Pinochet.

Celui-ci a restauré la discipline par le refus total de tout désaccord et par un système effectif d'espionnage interne, avec serment d'obéissance non seulement à un gouvernement quelconque ou à la Constitution toujours éphémère, mais aussi au haut commandement comme arbitre suprême du destin du Chili. La Constitution de 1980 a explicitement prévu le veto du haut commandement sur toute décision civile d'importance.

Les possibilités de changement

Des observateurs avisés estiment possible que le corps des officiers généraux se laisse persuader par les hommes politiques civils de revenir à la démocratie parlementaire, surtout si les partis de gauche demeurent dans l'illégalité. Selon ces observateurs, on pourrait imaginer une transition avec un Pinochet soumis à une junte civile et militaire en 1989, date des futures élections présidentielles.

D'autres personnes estiment que ce sont là des espoirs vains manifestant une incompréhension des dictatures en général, et celle de Pinochet en particulier, lequel ne croit pas aux accords ni aux lois qu'il s'empresse de transgresser quand ils le gênent. Dans cette perspective il importe de radicaliser l'affrontement pour faire partir Pinochet et démanteler le régime comme condition du retour à la démocratie.

La perception traditionnelle des forces armées comme gardiennes des intérêts de la nation dans les moments de crises ou de difficultés semble rester celle de nombreux secteurs de la population. C'est sans doute pourquoi les gens de la rue n'envisagent pas une restructuration radicale des forces armées, ou leur sujétion à des contrôles réels et stricts d'un après-Pinochet, comme éventualité à envisager dès maintenant. Il apparaît donc que la restauration démocratique au Chili devra suivre une voie non militaire.

LES FORCES ARMÉES CHILIENNES EN CHIFFRES

- Depuis le coup d'Etat militaire de 1973, les effectifs de l'ensemble des forces armées sont passés de 88.000 à 122.000.
- Le nombre des généraux est passé de 27 à plus de 50.
- Le budget de la défense est passé de 802 millions de dollars à 2 milliards de dollars; et de 5,9% du PIB à 8,5%.
- Il y a eu des investissements considérables dans les appareils de sécurité de l'Etat, davantage que dans l'achat d'armements.

Composition des forces armées

- Armée de terre: 53.000 membres
- Armée de mer: 24.000
- Armée de l'air: 15.000
- Carabiniers (force policière) : 30.000 [Source: Cono Sur, septembre/octobre 1985, Santiago, Chili]

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 310 F - Etranger 370 F - Avion 450 F

Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441

D 1124-4/4